

ALERTE !

NOS MÉTIERS DISPARAÎTRONT DÈS SEPTEMBRE 2026

Le 1er octobre 2024, nous faisons part de notre préoccupation quant à la présentation qui nous avait été communiquée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale concernant la refonte des diplômes de niveau 6 dans le champ du travail social, à savoir : le Diplôme d'État d'Assistant de Service Social (DEASS), le Diplôme d'État de Conseiller en Économie Sociale Familiale (DECESF), le Diplôme d'État d'Éducateur de Jeunes Enfants (DEEJE), le Diplôme d'État d'Éducateur Spécialisé (DEES) ainsi que le Diplôme d'État d'Éducateur Technique Spécialisé (DEETS).

Nous n'avons cessé de solliciter une concertation autour de cette réforme que ce soit au sein du Haut Conseil du Travail Social ou auprès de la DGCS. Or, celle-ci n'a débuté qu'en mars 2025, sous la forme de deux à trois réunions en visioconférence, présentant des référentiels métiers déjà rédigés. Nous découvrons par ailleurs qu'avec cette réforme, trois blocs de compétences sur les quatre que comptent les diplômes seraient désormais communs et transférables à l'ensemble des diplômes d'État. Ainsi, par exemple, un·e assistant·e de service social pourrait, en ne validant qu'un seul bloc complémentaire, accéder au titre d'éducateur·trice de jeunes enfants. Une telle logique interroge profondément la spécificité des métiers du travail social et la reconnaissance de leurs compétences propres.

À ce jour, la Direction Générale de la Cohésion Sociale persiste à ne pas nous transmettre les volumes horaires attribués à chacun des blocs de compétences. Cette **opacité** soulève un enjeu majeur : celui d'un appauvrissement des qualifications et d'une remise en question profonde du processus de professionnalisation construit sur le long terme. Peut-on réellement concevoir que le travail social s'inscrive dans des logiques de productivité, de standardisation et d'uniformisation, au mépris de sa richesse humaine et de sa complexité ?

Quand en 2018, nous avons lutté contre l'idée d'un travailleur social unique et nous avons mis en avant l'importance de nos spécificités, voilà donc que l'idée d'uniformisation de nos formations, et donc de nos futures pratiques, revient en 2025 sans qu'aucun bilan, aucune réelle concertation ne soit mis en œuvre ni par le ministère, ni par la DGCS.

Si nous laissons faire, ce sont **nos métiers d'Assistant·e de Service Social, de Conseiller·ère en Économie Sociale Familiale, d'Éducateur·trice de Jeunes Enfants, d'Éducateur·trice Spécialisé·e et Éducateur·trice Technique Spécialisé·e** qui vont progressivement disparaître à partir de septembre 2026.

Si nous laissons faire, **nous perdrons la richesse du savoir professionnel et académique du travail social** qui s'appuie sur des formations différentes et complémentaires qui ne peuvent pas tenir dans un diplôme unique. **Nous ne sommes pas interchangeables !** Tous ces métiers contribuent au lien social et sont nécessaires à la mission de solidarité nationale. Quel projet politique traduit cette réforme ?

L'objectif de la réforme semble privilégier des considérations économiques allant à l'encontre des préconisations du livre blanc du travail social et visant à compenser la pénurie de professionnels par une standardisation des compétences.

Les professionnel·les revendiquent des formations exigeantes, un accès à la formation continue pour répondre aux évolutions de notre société et aux réalités de terrain, des conditions de travail dignes, respectueuses et des salaires à la hauteur de leurs compétences et responsabilités.

Afin de faire entendre notre voix, nous demandons en urgence une audience à Madame Catherine Vautrin, Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles et à Monsieur Jean-Benoît Dujol, directeur de la DGCS.

Premiers signataires :



AFORMEJE

ANAS, le conseil d'administration

CGT, Alexandre Lebarbey

France ESF, le bureau

FNEJE, les co-présidents de la FNEJE Julie Marty Pichon et Saber Benjima

L'IRE le bureau de L'Inter-REgionale des formatrices et formateurs en travail social

SNPPE, les membres du Bureau National

SNUASFP FSU

Sud Santé Sociaux